BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

NOTE SUR LA POLITIQUE MONÉTAIRE

4e TRIMESTRE DE L'EXERCICE FISCAL

2024 - 2025

(JUILLET - SEPTEMBRE 2025)

TABLE DES MATIÈRES

1. VUE D'ENSEMBLE ..... PAGE 3

2. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE GLOBAL AU QUATRIÈME TRIMESTRE 2025 ..... PAGE 4

2.1. ÉCONOMIE MONDIALE ..... PAGE 4

2.2. ÉCONOMIE HAÏTIENNE ..... PAGE 6

SECTEUR RÉEL ET ÉVOLUTION DES PRIX ..... PAGE 6

3. FINANCES PUBLIQUES ET SECTEUR EXTERNE AU QUATRIÈME TRIMESTRE 2025 ..... PAGE 8

4.- DÉCISIONS DE POLITIQUE MONÉTAIRE AU QUATRIÈME TRIMESTRE 2025 ..... PAGE 11

5. AGRÉGATS MONÉTAIRES AU QUATRIÈME TRIMESTRE 2025 ..... PAGE 12

6. RÉSULTATS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SECTEUR BANCAIRE ..... PAGE 13

7. RÉPARTITION DU CRÉDIT PAR CATÉGORIE, GENRE ET RÉGION GÉOGRAPHIQUE ..... PAGE 15

8. PERSPECTIVES ..... PAGE 17

1. VUE D'ENSEMBLE

Les retombées des politiques tarifaires menées à l'échelle internationale ont été moins importantes qu'attendues sur l'environnement macroéconomique selon certains analystes. Conséquemment, le Fonds Monétaire International (FMI) a révisé à la hausse les perspectives de croissance mondiale pour l'exercice 2025 (3,2 % contre 3 % prévu en juillet). Néanmoins, la trajectoire de l'économie mondiale reste soumise aux incertitudes relatives aux tensions géopolitiques. Ainsi, afin de soutenir le dynamisme des activités économiques, les principales banques centrales ont décidé de desserrer les contraintes monétaires, en dépit d'un niveau d'inflation excédant les cibles visées.

Au niveau national, la conjoncture macroéconomique continue de subir les incidences négatives de la dégradation des conditions sécuritaires, lesquelles paralysent les activités économiques et contribuent au maintien des pressions inflationnistes avec des impacts néfastes sur les conditions de vie de la population haïtienne. L'atonie économique en Haïti s'est traduite à travers la contraction de l'indice conjoncturel d'activité économique (ICAE) au troisième trimestre 2025. Cette tendance se maintiendrait au dernier trimestre de l'exercice 2025, si l'on se réfère aux estimations de l'ICAE réalisées par la BRH pour la période allant de juillet à septembre 2025.

De plus, l'augmentation du nombre de personnes déplacées dans diverses régions du pays a induit une perte de sources de revenus des ménages défavorisés dans un environnement marqué par des pertes d'emplois. Il en est résulté une aggravation de l'insécurité alimentaire sur cette période reportée dans la dernière analyse de l'indice de l'insécurité alimentaire aiguë publiée par la CNSA pour les trois derniers mois de l'exercice 2025. Cette dégradation des conditions humanitaires est concomitante aux tensions inflationnistes qui se sont intensifiées au cours de l'exercice 2025 par rapport à l'exercice précédent, le taux d'inflation s'établissant à 31,9 % en septembre 2025, contre 28,4 % et 27,9 % respectivement en juin 2025 et septembre 2024.

Dans ce contexte empreint d'incertitudes liées à l'insécurité persistante, les autorités monétaires ont modulé les décisions prises en fonction de l'évolution de la conjoncture en priorisant la stabilité macroéconomique et financière, tout en poursuivant les mesures non conventionnelles adoptées en soutien aux secteurs productifs. De même, la Banque centrale continue de veiller à contenir la volatilité des prix dans l'économie à travers la stabilité du taux de change et ses impacts potentiels sur l'inflation.

2. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE GLOBAL AU QUATRIÈME TRIMESTRE 2025

2.1. ÉCONOMIE MONDIALE

Les perspectives économiques publiées par le FMI en octobre 2025 augurent une croissance du PIB mondial plus soutenue qu'anticipée antérieurement (3,2 % contre 3 % prévue en juillet) pour l'année 2025. Cette révision découle de l'effet moins prononcé qu'attendu des tarifs douaniers sur l'évolution des prix mondiaux. Cependant, les tensions géopolitiques continuent d'entretenir les incertitudes par rapport au regain de dynamisme économique à l'échelle internationale. Conséquemment, les principales banques centrales ont décidé de desserrer les conditions monétaires afin de favoriser la relance de leur économie.

En effet, la Réserve fédérale américaine (Fed) a réduit d'un quart de point la fourchette du taux des fonds fédéraux à [4 % - 4,25 %] en septembre 2025. Une telle posture vise à soutenir l'activité économique dans un contexte de ralentissement des créations d'emplois et d'un taux de chômage établi à 4,4 % en septembre 2025, alors que l'inflation demeure au-dessus de la cible de 2 % (3 % en septembre 2025 contre 2,7 % en juin 2025).

Au cours du quatrième trimestre 2025, l'inflation au niveau de la Zone Euro a oscillé autour de l'objectif à moyen terme de 2 % de la Banque centrale européenne (2,2 % en septembre 2025). De plus, le dynamisme économique dans cette zone a été soutenu par la demande intérieure en dépit des tensions commerciales et du renforcement de la valeur de l'euro. Ainsi, les autorités monétaires ont gardé inchangé le taux de facilité de dépôt à 2 % en septembre 2025.

Selon les prévisions du FMI, la croissance du PIB de l'Amérique latine et des Caraïbes resterait modérée et tournerait autour de 2,4 % en 2025. L'activité économique de cette région reste limitée par des conditions financières restrictives, une demande extérieure atone et de faibles investissements. S'agissant de la République dominicaine, les dernières statistiques conjoncturelles confirment une résilience de l'activité économique. De manière cumulée, l'Indicateur mensuel d'activité économique (IMAE) a progressé de 2,2 % en glissement annuel en septembre 2025, traduisant un certain dynamisme dans des secteurs tels le commerce et le tourisme. L'inflation se maintenant à l'intérieur de la fourchette cible de 4 % ± 1 point de pourcentage (3,76 % en septembre 2025), la Banque centrale de la République dominicaine (BCRD) a abaissé son taux directeur de 25 points de base, pour le porter à 5,50 % en septembre 2025 en vue de stimuler la demande intérieure.

S'agissant des produits de base sur le marché international, les prix ont été très volatiles sur la période allant de juillet à septembre 2025. L'indice FAO des prix alimentaires s'est légèrement accru de 0,5 % par rapport au trimestre précédent.

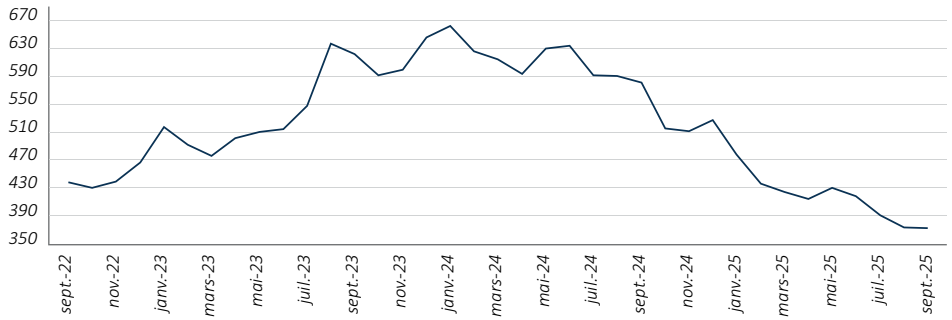
En revanche, le cours moyen du baril de Brent a atteint 67,99 dollars ÉU, soit une baisse de 4,8 % par rapport à juin 2025, alors que celui du WTI a reculé de 6,2 % pour s'établir à 63,96 dollars ÉU. Ce repli des cours pétroliers résulte de l'augmentation de la production des pays membres et non membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP+) d'environ 330 000 barils par jour en septembre 2025, alors que la demande est restée modérée.

Tableau 1 **Indicateurs économiques- Principales économies mondiales**

Pays et Région/ Indicateurs	Projection de croissance*	Taux d'inflation**	Taux de chômage**	Taux directeur**
États-Unis	2 %	3 %	4,4 %	4,00 % - 4,25 %
Zone Euro	1,2 %	2,2 %	6,4 %	2 %
République Dominicaine	3 %	3,76 %	5,3 %	5,50 %

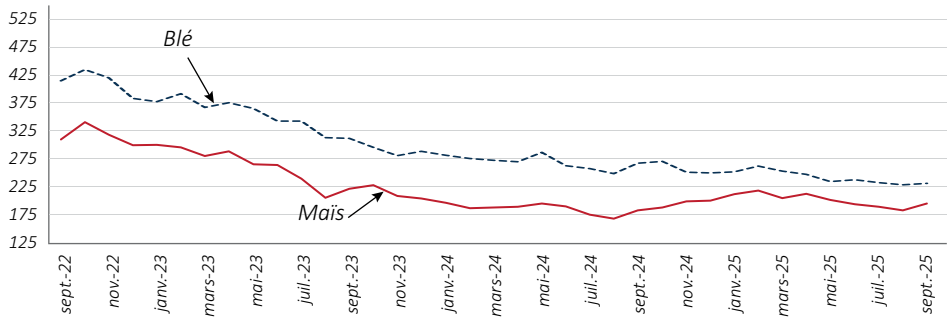
Source : *FMI (*Projections d'octobre 2025) | Sources : BLS, Eurostat, BCRD, **Septembre 2025*

Graphique 1 **Prix du riz en dollar ÉU par tonne métrique**



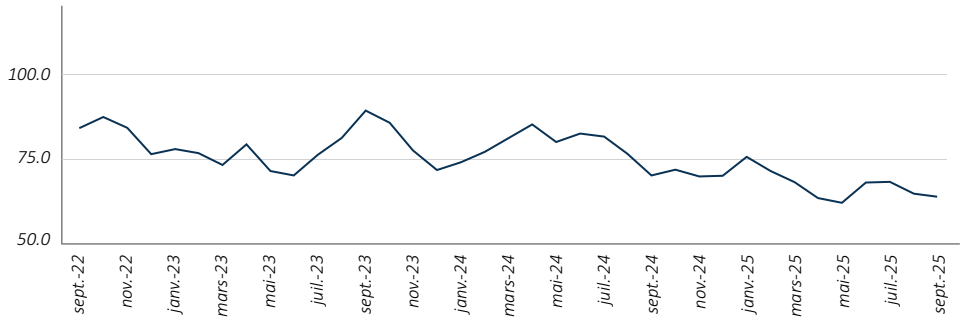
Source : *www.indexmundi.com/commodities*

Graphique 2 **Prix du blé et du maïs en dollar ÉU par tonne métrique**



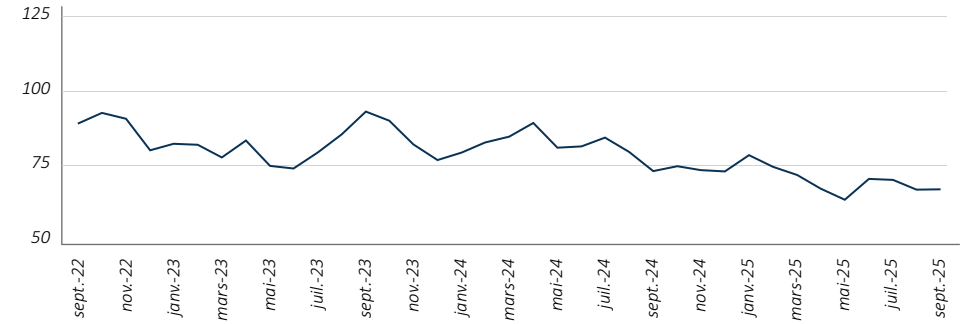
Source : *www.indexmundi.com/commodities*

Graphique 3 **Prix du baril du West Texas Intermediate (WTI) en dollar ÉU**



Sources : *www.eia.gov/Indexmundi*

Graphique 4 **Prix du baril du Brent en dollar ÉU**



Sources : *www.eia.gov/Indexmundi*

2.2. ÉCONOMIE HAÏTIENNE

SECTEUR RÉEL ET ÉVOLUTION DES PRIX

Au quatrième trimestre de l'exercice 2024-2025, la conjoncture économique demeure marquée par une instabilité socio-politique qui continue de freiner la reprise de l'activité réelle et de détériorer les conditions de vie de la population haïtienne. Les efforts entrepris par les autorités publiques pour une relance économique ont pâti de cet environnement adverse non propice aux activités de production[1]. L'Indicateur conjoncturel d'activité économique (ICAE) a reculé de 2,1 % au troisième trimestre de l'exercice 2024-2025, contre -2,7 % au trimestre

1 Ces efforts se traduisent, entre autres, à travers l'Évaluation Rapide des Impacts de la Crise (en anglais RCIA : Rapid Crisis Impact Assessment), laquelle constitue un plan d'investissement lancé par le gouvernement haïtien avec l'appui de partenaires internationaux (UE, ONU, BID, Banque mondiale) et adopté afin d'évaluer et de répondre aux incidences de la crise sécuritaire depuis 2021. Ce plan propose aussi des actions visant le relèvement socio-économique, axé sur la stabilisation, les infrastructures, la sécurité et les services sociaux, avec des besoins chiffrés à plus de 1,34 milliard de dollars pour la période 2024-2026. (Source : www.worldbank.org)

précédent. Sur les neuf (9) premiers mois de l'exercice fiscal 2025, l'ICAE s'est replié de 2,4 %, plombé par la contraction des secteurs primaire (-5,5 %), secondaire (-4,3 %) et tertiaire (-0,4 %). Cette contre-performance témoigne des incidences négatives de la fragmentation régionale sur les capacités productives du pays. Les projections réalisées par la Direction Monnaie et Analyse Économique (MAE) de la BRH indiquent une contraction de 1,5 % de l'ICAE pour le dernier trimestre de l'exercice 2025. Ceci confirmerait l'absence d'acquis de croissance économique sur l'exercice 2025 et laisserait présager une septième année consécutive de contraction économique en Haïti.

Entretenues par la dégradation du climat sécuritaire, la faiblesse de la production nationale et les difficultés d'approvisionnement des marchés publics se sont traduites par une intensification des pressions inflationnistes durant l'exercice 2024-2025. En septembre 2025, l'inflation annuelle s'est établie à 31,9 %, contre 28,4 % en juin dernier et 27,9 % à la fin de l'exercice antérieur. Cette accélération des prix s'observe dans un contexte de ralentissement des activités génératrices de revenus. Les déplacements successifs des personnes au sein des différentes régions, notamment dans les zones productives, ont eu comme conséquences directes une diminution des moyens de subsistance des travailleurs agricoles et une baisse de la production vivrière[2]. Les fortes pluies à la fin de septembre ont provoqué des inondations dans plusieurs départements (Bas Nord-Ouest, Sud, Nippes, Artibonite), entraînant la destruction de plantations, endommageant des maisons et des infrastructures routières, ainsi que des pertes considérables dans le commerce de détail, la pêche et l'élevage.

Par ailleurs, la fermeture et la paralysie de certaines entreprises, notamment dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince, a contribué à des pertes d'emplois dans l'économie. En effet, le secteur textile a pâti de ce climat socioéconomique instable. De 28 272 en septembre 2024, le nombre d'ouvriers est passé à 24 436 et 24 852 respectivement en juin et juillet 2025. De plus, le non-renouvellement de la loi HOPE/HELP, expirée le 30 septembre 2025, risque de fragiliser les activités de l'industrie textile haïtienne. Ces éléments sus-cités ont contribué au renforcement de l'insécurité alimentaire dans le pays. Ainsi, selon les estimations découlant de l'analyse de l'indice de l'insécurité alimentaire aiguë publiées par la CNSA pour la période allant de juillet à septembre 2025, environ 5,7 millions d'Haïtiens, soit 51 % de la population analysée, seraient en insécurité alimentaire aiguë, dont un million d'enfants en situation critique.

2 Selon l'OIM, le nombre de personnes déplacées en Haïti a atteint un niveau record, soit 1,4 million de personnes entre juillet et septembre 2025 (+10 % par rapport à juin 2025). Les départements de l'Artibonite (121 896, +32 %) et du Centre (199 258, +10 %) ont enregistré le nombre le plus élevé de personnes déplacées sur cette période.

3. FINANCES PUBLIQUES ET SECTEUR EXTERNE AU QUATRIÈME TRIMESTRE 2025

La politique fiscale sur les deux premiers trimestres de 2025 a été menée sur la base de la loi de finances de l'exercice 2024-2025 avant l'adoption d'un budget rectificatif au début du mois d'avril et d'un budget rectificatif exceptionnel en septembre 2025. Ces ajustements budgétaires visaient à intégrer les changements observés au niveau de l'environnement macroéconomique limitant la mobilisation des recettes et renforçant la vulnérabilité des ménages haïtiens.

Toutefois, la situation des finances publiques a été marquée au cours du quatrième trimestre 2025 par une hausse relative de la performance des organismes de perception en dépit des impacts négatifs de la crise sécuritaire sur le climat des affaires. Les taxes et impôts collectés par l'État haïtien se sont établis à 48 548,02 MG, enregistrant une augmentation de 5,70 % comparativement au trimestre précédent. Quoiqu'en hausse de 15,22 % en glissement annuel, les recettes fiscales de l'exercice comptent pour 50 % des ressources totales de l'État chiffrées à 384 427,26 MG. Ces dernières ont été fortement constituées du produit des émissions de billets de trésorerie dont l'encours s'est porté à 169 254,85 MG au 30 septembre 2025.

Parallèlement, en vue d'adresser les préoccupations d'ordre sécuritaire et social telles que considérées dans le dernier budget rectificatif, les dépenses publiques ont enregistré une augmentation plus soutenue sur l'intervalle juillet - septembre 2025 comparativement au trimestre passé. Au cours du quatrième trimestre 2025, elles ont crû de 15,40 % pour s'établir à 57 819,25 MG sur une base trimestrielle[3]. Cumulées d'octobre 2024 à septembre 2025, elles n'ont représenté que 51 % des décaissements totaux de l'État, lesquels ont été évalués à 388 706,39 MG au 30 septembre 2025. Néanmoins, les opérations du Trésor public au cours du quatrième trimestre se sont soldées par un surplus donnant lieu à une capacité de financement de l'État de 5 779,15 MG, en ligne avec l'objectif de financement monétaire nul inscrit dans le budget rectifié de septembre 2025 et dans le *Staff Monitored Program* (SMP) conclu avec le FMI.

3 Cette augmentation des décaissements de l'État répond notamment à l'objectif de dépenses sociales envisagées par le gouvernement à travers le budget rectificatif exceptionnel publié en septembre 2025 en vue de faciliter la rentrée scolaire des enfants des familles vulnérables dans ce contexte économique difficile.

Tableau 2 **Statistiques des Finances publiques (MG)**

	Exercice 2023-2024	3e trim 2025	4e trim 2025	Exercice 2024-2025
Recettes fiscales	166 983,61	45 930,74	48 548,02	192 401,41
Autres ressources	195 217,50	51 047,91	49 416,15	192 025,85
Emissions nettes Bons du TP	162 738,45	41 958,84	44 452,27	169 254,85
Ressources totales	**362 201,11**	**96 978,65**	**97 964,17**	**384 427,26**
				-
Dépenses budgétaires	158 883,04	50 104,80	57 819,25	198 172,29
Autres décaissements	180 734,65	43 559,62	36 846,65	190 534,10
dont Certificats de Trésorerie et autres	164 867,50	40 303,00	33 232,00	152 192,80
Décaissement totaux	**339 617,69**	**93 664,42**	**94 665,90**	**388 706,39**

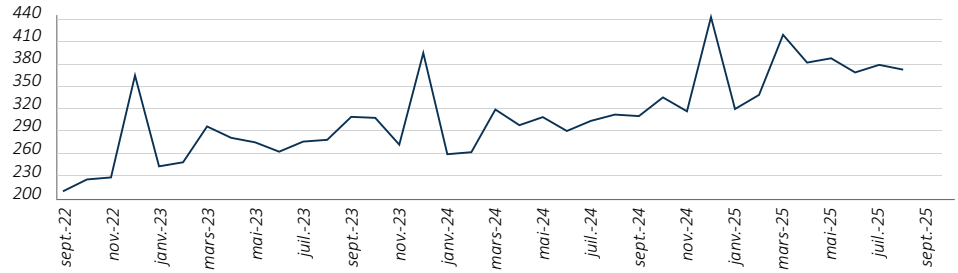
Sources : *MEF/DCC_BRH*

Les informations relatives aux échanges extérieurs font état d'une détérioration de la balance commerciale, d'une augmentation du niveau des transferts et d'une légère appréciation de la gourde par rapport au dollar ÉU. Ainsi, au cours des dix premiers mois de l'exercice, les importations ont atteint 3 642,70 millions de dollars ÉU, marquant un accroissement de 10,78 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. Par ailleurs, la contreperformance du secteur de la sous-traitance a eu des effets négatifs sur la progression des biens exportés sur l'exercice 2024-2025. Plombées par le recul des « Articles manufacturés » (-10,93 %), les exportations se sont inscrites en baisse sur l'intervalle considéré. Elles ont ainsi totalisé 635,93 millions de dollars ÉU, soit un recul de 8,41 % en glissement annuel. La contraction des exportations, combinée à la hausse des importations, a entraîné un creusement de 15,9 % du solde commercial pour la période allant d'octobre 2024 à juillet 2025. Parallèlement, les transferts privés reçus de l'étranger ont accusé une croissance annuelle de 22,03 %, totalisant 4 435,39 millions de dollars ÉU sur l'exercice 2025.

La progression des remises migratoires a ainsi soutenu l'offre de devise dans l'économie, ce qui a été favorable au marché des changes. Au cours de l'exercice 2024-2025, le taux de change a oscillé entre 130,1714 et 131,1427 gourdes pour un dollar pour s'établir à 130,6911 gourdes pour un dollar ÉU au 30 septembre 2025. Ce fléchissement de près de 1 % du taux de référence témoigne de la poursuite de la relative stabilité du taux constaté depuis l'exercice 2024. Cette appréciation de la monnaie nationale s'observe dans un contexte d'atonie de l'activité économique. Elle traduit également les effets de la poursuite de la politique d'assèchement de l'excédent de liquidité menée par la BRH et du renforcement du segment formel du marché des changes consécutif à la mise en application de la circulaire 114-3[4].

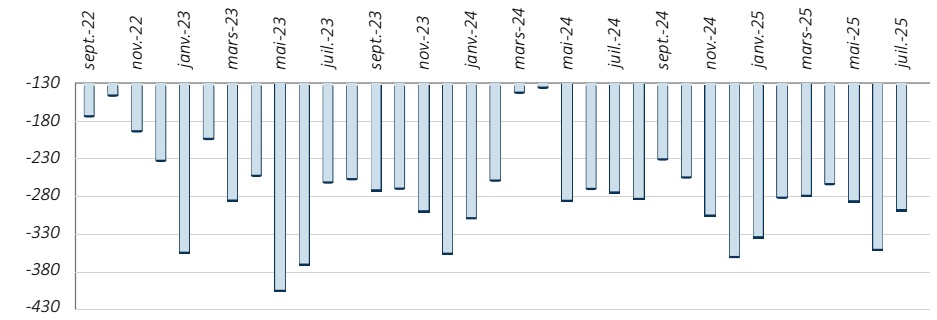
4 Le maintien de l'application de la circulaire 114-3 a contribué à un encadrement renforcé des sous-agents affiliés aux maisons de transfert et à une meilleure canalisation des flux de devises vers le segment formel du marché des changes.

Graphique 5 Transferts privés sans contrepartie reçus de l'étranger (en millions de dollars ÉU)



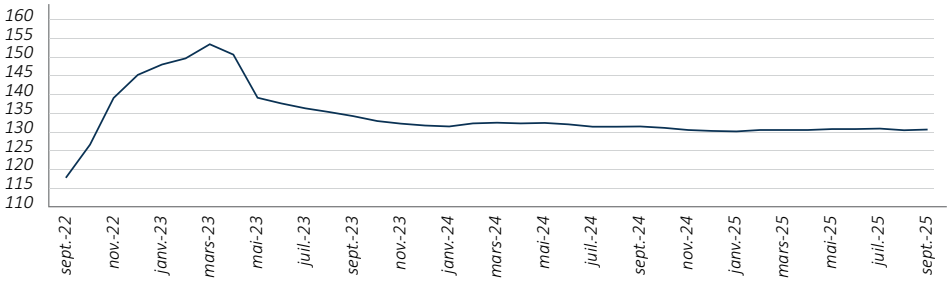
Source : *BRH*

Graphique 6 Balance commerciale (en millions de dollars ÉU)



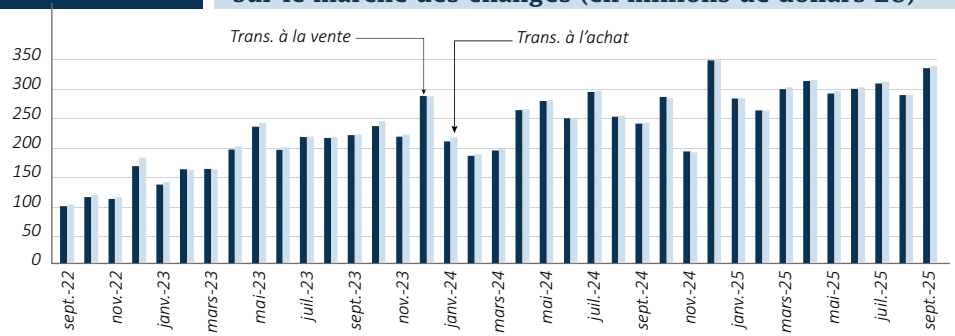
Source : *BRH*

Graphique 7 Taux de change nominal (fin de période)



Source : *BRH*

Graphique 8 Volume des transactions bancaires à l'achat et à la vente sur le marché des changes (en millions de dollars ÉU)



Source : *BRH*

4. DÉCISIONS DE POLITIQUE MONÉTAIRE AU QUATRIÈME TRIMESTRE 2025

Au cours du 4e trimestre de l'exercice fiscal 2025, la Banque de la République d'Haïti (BRH) a adopté une posture prudente de sa politique monétaire, témoignant de sa volonté de consolider les acquis en matière de stabilité macroéconomique dans un contexte encore marqué par des déséquilibres structurels et des incertitudes persistantes. Consciente des vulnérabilités de l'environnement économique, elle a privilégié la continuité de sa stratégie visant à maîtriser les excédents de liquidité du système bancaire par le biais des émissions de bons BRH, tout en gardant inchangés ses taux directeurs et les coefficients de réserves obligatoires.

En effet, les taux de réserves obligatoires sur les passifs en gourdes et en devises étrangères révisés en août 2022, ont été reconduits à 40 % et 53 % pour les banques créatrices de monnaie (BCM), et 28,5 % et 41,5 % pour les banques d'épargne et de logement (BEL). De même, le statu quo a également été maintenu au niveau des taux d'intérêt appliqués aux bons émis par la BRH, soit 6 %, 8 % et 11,5 % pour des maturités respectives de 7, 28 et 91 jours. À la fin du trimestre, l'encours de ces titres s'élevait à 22 450 millions de gourdes (MG), enregistrant une contraction significative de 32,38 % par rapport au 30 juin 2025. Parallèlement, les conditions appliquées aux opérations de mise en pension sont demeurées inchangées, fixées à 17 % pour les bons BRH et à 14 % pour les bons du Trésor.

Sur le marché des changes, l'offre de devises a largement été soutenue par le dynamisme continu des transferts de fonds en provenance des migrants, permettant ainsi à la BRH de renforcer ses interventions nettes à l'achat sur le marché des changes, lesquelles ont totalisé 67,21 millions de dollars américains au cours du dernier trimestre de l'exercice fiscal 2025. Cette orientation a ainsi contribué à une consolidation des réserves internationales, qui, en termes bruts, dépassent 6 mois d'importations. Par ailleurs, les souscriptions aux obligations BRH ont affiché une progression de 6,25 % en variation trimestrielle, portant l'encours global à 9 916,98 MG au 30 septembre 2025.

5. AGRÉGATS MONÉTAIRES AU QUATRIÈME TRIMESTRE 2025

Les données préliminaires du mois de septembre 2025 font état d'une hausse significative de la base monétaire, tant au sens restreint (+22,4 %) qu'au sens large (+15,1 % sur un an). Il s'agit d'une accélération du rythme de progression de la monnaie centrale comparée à l'exercice antérieur (+8,58 % au sens strict et 8,18 % au sens large en 2024) dans un contexte de croissance soutenue des transferts de la diaspora et d'accentuation de la surliquidité bancaire étant donné la baisse des activités d'intermédiation. Cette expansion de la monnaie centrale s'explique principalement par la hausse marquée des avoirs extérieurs nets de la BRH (+40,4 %), portée par les interventions nettes à l'achat de la Banque centrale. En revanche, les créances nettes de la BRH sur l'État se sont repliées de 3,8 % sur la période considérée, traduisant la poursuite de la posture prudente de la politique monétaire axée sur le non-recours au financement monétaire et conforme aux objectifs de stabilité macroéconomique.

En ce qui concerne la masse monétaire, les données provisoires de septembre 2025 indiquent une hausse de 12,7 % de l'agrégat M3 par rapport à septembre 2024, alors que les agrégats M2 et M1 ont enregistré des taux de croissance plus prononcés, soit 20,9 % et 21,8 % respectivement. Cette évolution illustre la progression marquée des composantes en gourdes de l'offre de monnaie, particulièrement celle de la monnaie en circulation (+24,6 %) et des dépôts en gourdes (+18,3 %). En revanche, les dépôts en devises étrangères n'ont connu qu'une légère variation (+5,4 %) au cours de la période analysée. L'augmentation de la masse monétaire a été principalement influencée par la croissance des avoirs extérieurs nets du système bancaire (27 %), soutenue par le dynamisme des transferts privés reçus de l'étranger. S'agissant du crédit intérieur net, celui-ci a crû de 4,1 % sur l'exercice, à la suite de la hausse du crédit au secteur public (5,4 %), tandis que les créances sur le secteur privé n'ont progressé que de 1,9 % en termes nominaux après deux années consécutives de contraction, dans un contexte de morosité économique.

6. RÉSULTATS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SECTEUR BANCAIRE

Au 30 septembre 2025, les données disponibles traduisent une évolution mitigée des indicateurs de l'activité bancaire. Au terme de l'exercice 2024-2025, l'actif du système a crû de 9,1 % par rapport à l'exercice précédent, pour s'établir à 706 145,75 MG. Cette variation positive découle de la croissance concomitante des « Avoirs à la BRH » (+16,7 %), des « Autres liquidités » (+17 %) et des « Bons du Trésor » (+38,4 %). Par rapport au 30 juin 2025, la taille du bilan des banques a progressé de 1,9 % sous l'impulsion de la croissance trimestrielle de 15,7 % de l'« Encaisse », de 27,9 % des « Autres liquidités » et de 15,5 % des « Bons du Trésor ».

En ce qui a trait aux ressources du système, les dépôts totaux se sont portés à 580 157,5 MG au 30 septembre 2025, enregistrant un accroissement de 2,8 % en variation trimestrielle. Leur progression résulte de celle de toutes les composantes : les dépôts à vue (+3,3 %), les dépôts d'épargne (+ 1 %) et les dépôts à terme (+5,4 %). Conséquemment, le niveau d'intermédiation bancaire, mesuré par le ratio « prêts bruts sur dépôts totaux », a augmenté de 20 points de base à 21,81 %.

Au quatrième trimestre 2024-2025, le système bancaire a généré un produit net bancaire (PNB) de 11 093,18 MG, en hausse de 22,5 % par rapport au trimestre antérieur. Cette croissance du PNB est imputable à la progression simultanée des « Autres revenus » (+31,7 %) et des « Revenus nets d'intérêts » (+16 %). Par ailleurs, à la suite de l'accroissement moins soutenu des dépenses d'exploitation sur la période (+17,8 %), le système bancaire a pu dégager un bénéfice net de 2 808,52 MG, en hausse 26,9 % par rapport au 3e trimestre 2025. En glissement annuel, les résultats cumulés de l'exercice 2024-2025 ont crû de 32,1 % pour atteindre 8 602,87 MG.

L'analyse des ratios clés du système bancaire atteste d'une amélioration de la structure financière. En effet, le ratio « Avoirs des actionnaires en pourcentage de l'actif » est passé de 8,42 % au 30 juin 2025 à 8,57 % au 30 septembre 2025. De même, le ratio « Dépôts totaux en pourcentage de l'actif » a atteint 82,16 %, contre 81,48 % un trimestre auparavant.

En dépit de la dégradation des conditions sécuritaires en 2025 entraînant une paralysie des activités économiques des débiteurs du système bancaire, il a été observé une nette amélioration de la qualité du portefeuille de crédit des banques comparativement au 30 juin 2025. Ceci résulte de l'impact positif du prolongement du moratoire accordé par la BRH sur le remboursement des créances. En effet, le ratio « Prêts improductifs bruts en pourcentage des prêts bruts » s'est porté à 9,98 % au 30 septembre 2025 contre 14,17 % au 30 juin 2025. De plus, les institutions bancaires ont augmenté leur taux de provisionnement de 26,37 points de pourcentage, ce dernier s'établissant à 92,41 % au 30 septembre 2025.

La progression des résultats du secteur s'est reflétée au niveau des ratios de rentabilité. Ainsi, le rendement de l'actif (ROA) s'est porté à 1,61 % au quatrième trimestre 2025, contre 1,29 % au trimestre précédent. De même, le rendement de l'avoir des actionnaires (ROE) s'est renforcé de 3,68 points de pourcentage pour se porter à 18,91 % au quatrième trimestre 2025.

Tableau 3 Ratios clés du système bancaire

Ratios clés du système bancaire	Au 30 juin 2025	Au 30 septembre 2025
Provisions pour créances douteuses en pourcentage des prêts improductifs	66,04 %	92,41 %
Prêts en pourcentage des prêts bruts	14,17 %	9,98 %
Rendement moyen des prêts productifs	11,79 %	14,11 %
Ratios de rentabilité bancaire	**Troisième trimestre 2025**	**Quatrième trimestre 2025**
ROA	1,29 %	1,61 %
ROE	15,23 %	18,91 %
Niveau de dollarisation du système	**Au 30 juin 2025**	**Au 30 septembre 2025**
Dépôts en devises converties en pourcentage des dépôts totaux	65,58 %	64,32 %
Portefeuille de prêts nets en devises converties en pourcentage des prêts nets totaux	61,13 %	61,24 %

Source : *DSBIF/BRH*

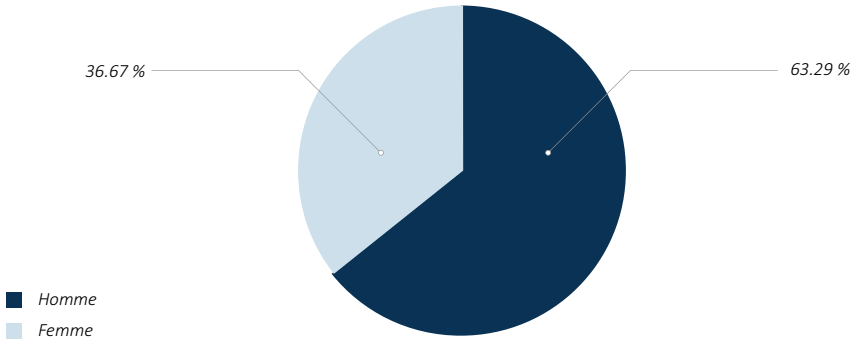
7. RÉPARTITION DU CRÉDIT PAR CATÉGORIE, GENRE ET RÉGION GÉOGRAPHIQUE

Se basant sur les données collectées par le Bureau d'Information sur le Crédit (BIC) de la Banque centrale au 30 septembre 2025, le système financier a accordé environ 80 533 crédits dont 96,19 % ont été attribués à des personnes physiques et 3,81 % à des personnes morales.

Au 30 septembre 2025, les institutions financières ont accordé des crédits pour un montant de 248 422,78 MG dont 68,33 % ont été octroyés à des personnes morales et 31,67 % à des personnes physiques. Du total des crédits alloués sur l'exercice 2025, les entreprises ont bénéficié d'un montant de 56 928,37 MG et 863,31 millions de dollars ÉU, soit 48,53 % et 86,1 % des composantes gourdes et dollars du crédit. Par ailleurs, les ménages n'ont eu accès qu'à 60 380,46 MG et 139,92 millions de dollars ÉU du portefeuille de prêts du secteur financier.

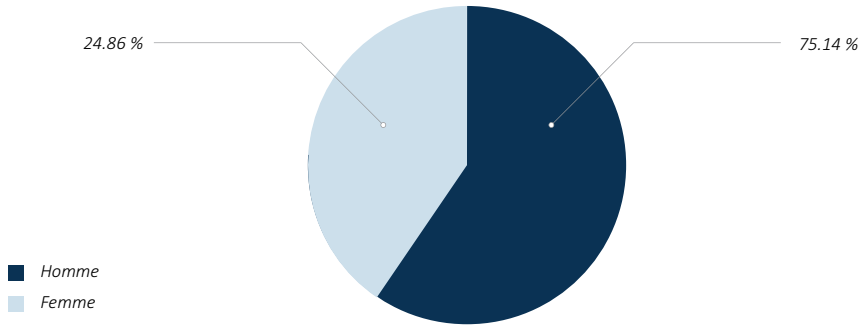
Considérés suivant le genre, les crédits attribués aux particuliers ont grandement profité aux hommes, lesquels ont bénéficié de 63,29 % des crédits en gourdes et de 75,14 % des prêts en dollar ÉU, contre des parts respectives de 36,67 % et 24,86 % octroyés aux femmes.

Graphique 9 **Répartition des crédits (en gourdes) accordés selon le genre**



Source : *BIC/BRH*

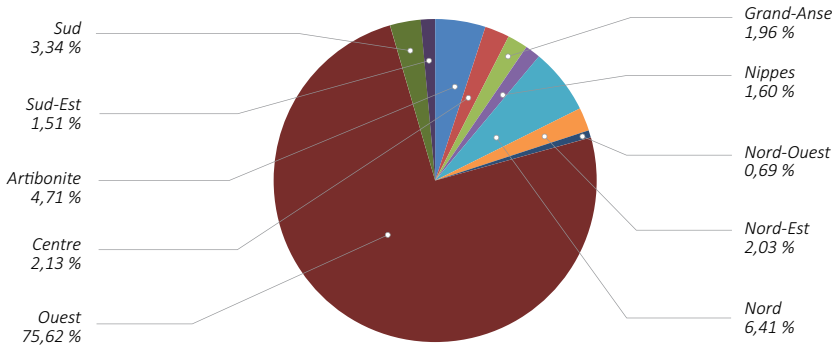
Graphique 10 **Répartition des crédits (en dollars ÉU) accordés selon le genre**



Source : *BIC/BRH*

Par ailleurs, la distribution géographique du financement de l'économie par le système financier reflète la concentration démographique et industrielle prévalant à l'échelle du territoire national. Ainsi, nonobstant la conjoncture socio-politique adverse, la répartition régionale du crédit reste relativement inchangée. Plus de 75 % du total du portefeuille global ont été canalisés vers des bénéficiaires résidents dans le département de l'Ouest. S'ensuivent ceux des départements du Nord, de l'Artibonite et du Sud avec des poids respectifs de 6,41 %, 4,71 % et 3,34 %. Outre le Nord-Ouest où seulement 0,69 % de l'ensemble des crédits a été accordé, les autres régions ont pu capter chacune près de 2 % du portefeuille total des prêts octroyés par le système financier haïtien.

Graphique 11 **Répartition du crédit du système financier par région géographique**



Source : *BIC/BRH*

8. PERSPECTIVES

La dynamique économique en Haïti pour l'exercice 2025-2026 reste conditionnée à l'environnement macroéconomique mondial et à l'évolution des conditions socio-politiques et sécuritaires au niveau national. En effet, l'économie haïtienne demeure exposée aux potentielles incidences de la poursuite des tensions géopolitiques notamment au regard du durcissement des politiques commerciales et migratoires à l'échelle mondiale particulièrement aux États-Unis.

Sur le plan national, les projections réalisées par les autorités économiques tablent essentiellement sur le rétablissement de la sécurité intérieure. La redynamisation des activités économiques, qui en découlerait, favoriserait les efforts de perception de recettes, ce qui permettrait à l'État de dégager des ressources pour la mise en œuvre des projets d'investissements publics. L'amélioration du climat des affaires serait donc propice à l'augmentation des investissements privés, condition nécessaire à l'augmentation de la production, à la création d'emplois et à une amélioration de la sécurité alimentaire en Haïti. Ainsi, la bonne tenue des finances publiques contribuerait au respect de l'objectif de financement monétaire nul tel qu'inscrit au niveau du budget de l'exercice 2025-2026 et dans le programme de référence (SMP) signé entre le gouvernement haïtien et le FMI, ce qui serait favorable à la conduite de la politique monétaire.

Conséquemment, la BRH, attentive à l'évolution de la conjoncture, continuera d'orienter ses décisions dans une perspective de reprise des activités garantie par un environnement macroéconomique et financier stable. La Banque centrale veut aussi participer à la relance de la production nationale en maintenant les facilités disponibles dans le cadre de ses programmes pro-croissance, à travers les mécanismes d'accès au financement des entreprises, notamment les PME et l'encadrement des secteurs productifs tels le tourisme. Les autorités monétaires s'engagent également à maintenir la stabilité du taux de change et à contenir le rythme de progression des prix dans l'économie.

NOTE SUR LA POLITIQUE MONÉTAIRE

4e TRIMESTRE DE L'EXERCICE FISCAL

2024 - 2025

(JUILLET - SEPTEMBRE 2025)

SPIH

CENTRE DE CONTACT BRH

Pronap

BRH MOBILE

BIC Bureau d'Information sur le Crédit

BRH FONDS BRH POUR LA RECHERCHE ET LE DÉVELOPPEMENT

OBLIGATIONS BRH
Ak obligasyon BRH, tout jan w genyen